



Grenier de sécurité alimentaire de Songa, département de Rambo, Burkina Faso.

PROMOUVOIR LES GRENIERS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LA RÉGION DU SAHEL

Le cas de l'AAAE au Burkina Faso

Cette étude de cas décrit l'expérience de l'organisation communautaire (*Association Aidons l'Afrique Ensemble; AAAE*) et sa mise en place et gestion de greniers de sécurité alimentaire dans le département de Rambo au Burkina Faso. Le but de cette étude de cas est d'illustrer certains avantages comme certaines limites des greniers de sécurité alimentaire au travers des principales conclusions obtenues grâce à une série de questionnaires individuels et d'entrevues semi-structurées réalisées en juin 2012.

INTRODUCTION

Burkina Faso est un pays sans accès à la mer de 17,25 millions d'habitants. En 2013, il est au 183^e rang du classement annuel par indice de développement humain (IDH); 46 % de sa population vit avec moins de 1\$ par jour et l'espérance de vie moyenne est de 54 ans.

La population du Burkina dépend largement de l'agriculture vivrière pour satisfaire ses besoins primaires et doit faire face à un éventail complexe de défis environnementaux (en particulier la dégradation des terres et la désertification dues aux sécheresses répétées). Les provinces semi-arides du Nord du pays sont les plus concernées, dans ces régions les personnes les plus vulnérables font face à une situation structurelle d'insécurité alimentaire.

La situation a été empirée par la hausse des prix depuis 2007, mettant en évidence l'importance de la promotion d'outils améliorant l'accès et la disponibilité de la nourriture pour les plus fragiles. Les stocks de proximité sont un des outils clef pouvant contribuer de manière positive à ces objectifs. Les stocks de proximité sont particulièrement bien placés pour appuyer les stratégies communautaires de sécurité alimentaire. En effet, leur ancrage au niveau local de la sécurité alimentaire leur permet une réponse pertinente aux besoins des plus vulnérables.

Durant les deux dernières décennies, Oxfam a activement agît pour la promotion des stocks de proximité en Afrique de l'Ouest. Cette étude de cas a pour but de montrer comment ce type de réponse communautaire à l'insécurité alimentaire peut améliorer les conditions de vie de la population, en particulier dans les régions semi-arides souffrant des effets dévastateurs de crises alimentaires à répétition.

CONTEXTE ET HISTORIQUE

En 2012, les pays du Sahel vivaient leur deuxième crise alimentaire en trois ans. Au Burkina Faso, celle-ci plaça six millions de personnes en danger d'insécurité alimentaire et près de 400 000 foyers vulnérables étaient directement touchés. De plus, le pays a accueilli un large flux de réfugiés fuyant la montée du conflit de l'autre côté de la frontière malienne. Cela entraînant une plus forte pression sur les ressources disponibles pour la population locale que la crise alimentaire avait déjà limitées.

Dans les régions du Nord du Burkina, la faible production céréalière, les sécheresses fréquentes et l'absence de techniques adaptés à l'amélioration des rendements agricoles engendrent un contexte marqué par une insécurité alimentaire structurelle, une pauvreté chronique et un taux élevé de malnutrition chez les femmes et les enfants.

Souvent, les stocks de proximité sont mis en place et gérés par des organisations communautaires. Elles connaissent bien les besoins des communautés qu'elles desservent et peuvent fournir des solutions adaptées aux problèmes locaux d'une manière flexible et efficace. Mis à part la promotion du stock de proximité, les organisations communautaires mettent en place un large panel de mesures d'appui pour améliorer le bien-être et les conditions de vie des plus vulnérables (souvent avec l'aide d'acteurs externes).

Depuis plus de quinze ans, l'organisation communautaire locale *Aidons l'Afrique Ensemble* (AAAE) répond aux problèmes auxquels font face les populations les plus vulnérables en appuyant des activités qui cherchent à améliorer les pratiques agricoles et à garantir l'accès et la disponibilité alimentaire durant les périodes d'extrême nécessité. L'AAAE a mis en place un réseau de 21 stocks de proximité à l'intérieur de sa zone d'intervention dans le cadre de ses efforts pour améliorer la sécurité alimentaire dans la province de Yatenga.

Cette étude de cas présente un résumé des principales conclusions d'une étude investiguant sur six greniers de sécurité alimentaire mis en place et soutenus par l'AAAE dans le département de Rambo. L'étude se concentre sur deux aspects centraux : premièrement, les bénéfices et les inconvénients d'un accès à un grenier de sécurité alimentaire (selon les bénéficiaires) ; et deuxièmement, les solutions imaginées par les comités de gestion (COGES) aux défis affectant la performance globale et la durabilité des greniers de sécurité alimentaire.

LES GRENIERS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'objectif des greniers de sécurité alimentaire (GSA) est de participer à la sécurité alimentaire en facilitant l'accès aux stocks et la disponibilité des aliments durant la période de soudure, et ceci, à des taux inférieurs à ceux du marché. Ils peuvent faire cela de plusieurs façons. Les greniers de sécurité alimentaire peuvent limiter les effets de la flambée des prix en réduisant l'écart excessif des prix entre les saisons ; ils peuvent aussi soutenir des stratégies de sécurité alimentaire plus larges et plus adaptées en améliorant les techniques agricoles ; et enfin, ils peuvent augmenter les revenus des petits producteurs tout en protégeant leurs biens et leurs moyens de subsistance. De plus, les greniers de sécurité alimentaire peuvent aussi aider les communautés à surmonter l'éloignement et l'isolation en augmentant leur capacité et en réduisant leur dépendance aux acteurs externes pour accéder à la nourriture. Pour terminer, la participation des femmes aux greniers de sécurité alimentaire constitue un autre facteur positif, bien que l'accès et la participation réelle dans les processus de décisions soient chaque fois conditionnés par des facteurs socioculturels.

Étant donné leur ancrage dans le contexte local et leur adaptation aux besoins et aux préférences locaux, les GSA sont particulièrement bien placés pour fournir des solutions à long terme à l'insécurité alimentaire. Malgré le rôle central que pourraient tenir les greniers de sécurité alimentaire dans les stratégies pour la sécurité alimentaire, à ce jour, leurs résultats ont été inégaux du fait de leur vulnérabilité.

L'APPROCHE COMMUNAUTAIRE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE PAR L'AAAE

L'AAAE (*Association Aidons l'Afrique Ensemble*) poursuit l'objectif de combattre la pauvreté et l'insécurité alimentaire grâce à un vaste éventail d'initiatives pour le développement social menées dans sept provinces du Burkina Faso. Les activités centrales de l'AAAE visent la capacitation des communautés locales et la progression des pratiques agricoles afin d'améliorer les conditions de vie des communautés et de surmonter l'insécurité alimentaire structurelle.

Les principaux champs d'action de l'AAAE

Le programme de développement durable communautaire de l'AAAE recouvre les domaines suivants :

- Agriculture (assistance technique, équipement agricole, construction de puits maraîchers et de moulins à grain, plantation d'arbres fruitiers)
- Éducation (construction d'écoles, alphabétisation et parrainage d'enfants)
- Santé (sensibilisations, initiatives de nutrition (poudre de moringa) et distribution de médicaments)
- Protection sociale (soins pour les plus vulnérables et distribution gratuite d'aliments)
- Activités rémunératrices (assistance technique et microcrédit)

Les greniers de sécurité alimentaire dans la région de Rambo : un modèle à trois niveaux

Les greniers de sécurité alimentaire forment un pilier central du travail de l'AAAE. Depuis 2005, l'association a soutenu la construction et la gestion de greniers de sécurité alimentaire dans la province de Yatenga au Burkina Faso et a développé un modèle à part entière gérant vingt-et-un greniers de sécurité alimentaire dans le département de Rambo.

Chaque année, les stocks sont constitués entre janvier et mars, après la récolte, alors que les prix sont au plus bas. Les céréales (surtout du maïs, du mil et du sorgho) sont stockées jusqu'à la période de soudure (de juin à septembre), durant laquelle les prix sont au plus haut et la nourriture n'est pas toujours disponible et/ou accessible pour tous. C'est en cette période difficile que les greniers de sécurité alimentaire vendent leurs stocks aux membres de la communauté à des « prix sociaux » (en dessous des prix de marché) et distribuent gratuitement des céréales aux plus nécessiteux d'après un critère de vulnérabilité développé par l'AAAE. Afin de garantir le plus large accès possible à la nourriture, les ventes au détail sont autorisées (il est possible de n'acheter que 250 g) et dans certains cas, les ventes à crédit sont aussi permises pour les plus nécessiteux.

Les greniers de sécurité alimentaire soutenus par l'AAAE opèrent sur trois niveaux :

- Départemental (réserve centrale)
- Communautaire/villageois (greniers de sécurité alimentaire)
- De voisinage (greniers regroupant quatre petits producteurs)

Départemental : la réserve centrale est située à Rambo (la capitale départementale) et sert de pivot au système de distribution du réseau. Le stock central est obtenu grâce à trois canaux d'approvisionnement : les dons, les contributions en grains et les achats. Les dons sont effectués par le gouvernement central, les autorités locales, les donateurs internationaux et les ONG. Les contributions en grains sont fournies par des membres de l'AAAE en tant que frais d'adhésion. Les achats sont réalisés sur différents marchés (situés en zone excédentaire pour la plupart) selon la disponibilité et les prix céréaliers, ou par le biais de la SONAGESS (en charge de la gestion nationale des réserves alimentaires). De plus, les céréales peuvent aussi être

achetées dans les greniers de sécurité alimentaire lorsqu'il y a des excédents à ce deuxième niveau du modèle. La réserve centrale est responsable de l'attribution et de la vente de grain d'après une conduite définie et approuvée par l'association. L'AAAE répartit ces stocks centraux aux stocks de proximité en fonction de la taille de la population desservie par le grenier de sécurité alimentaire comme du taux de revenu et des ressources de chaque communauté.

Communautaire : un réseau de greniers de sécurité alimentaire a été mis en place à travers le département en vingt-et-un endroits différents. Il existe quatre tailles de greniers de sécurité alimentaire : 400 t (dans une communauté), 30 t (dans treize communautés), 40 t (dans six communautés) et 60 t (dans une communauté). Chaque grenier de sécurité alimentaire reçoit la plupart de ses ravitaillements depuis la réserve centrale bien que les dons directs et les contributions en grains soient autorisés dans certaines circonstances. Chaque grenier de sécurité alimentaire est géré par un comité de gestion (COGES) composé de trois membres, dont au moins une femme.

De voisinage : l'AAAE encourage les petits producteurs à mettre en place des greniers de voisinage. Chaque grenier de voisinage est mis en place par quatre petits producteurs s'associant formellement avec le support de l'AAAE. Chaque groupe reçoit une parcelle commune à cultiver ensemble et doivent se mettre d'accord pour alterner leurs travaux en équipe sur chacun des quatre champs individuels des membres afin d'en maximiser les rendements. De plus, l'AAAE accorde à chaque groupe un crédit de 320 000 CFA pour l'achat d'équipement, d'animaux de trait et de semence. Il devra être remboursé avant cinq années (avec une période de grâce de deux ans). Les quatre membres sont responsables du stockage de leur grenier de voisinage et peuvent vendre leurs excès au grenier de sécurité alimentaire de la communauté.

VUES ET CONSTATATIONS COMMUNAUTAIRES

L'étude s'est intéressée aux greniers de sécurité alimentaire locaux (niveau communautaire). Elle s'est basée sur une série d'entrevues semi-structurées et de questionnaires. Cinquante-neuf membres de six communautés différentes ont répondu à des questions s'intéressant d'abord aux avantages des greniers de sécurité alimentaire et à leurs suggestions sur des domaines à améliorer.

Avantages des greniers de sécurité alimentaire

L'accès à un grenier de sécurité alimentaire offrirait d'après les réponses les avantages suivants:

- 100 % des personnes interrogées affirment que leurs **conditions de vie globales** ont été **améliorées** par l'existence d'un grenier de sécurité alimentaire au sein de leur communauté.
- 93 % témoignent d'une **réduction de la migration** vers d'autres régions (ou pays voisins) à la recherche de nourriture et/ou de travail. Il est particulièrement important pour les récoltes suivantes de s'assurer de la présence de la main d'œuvre requise. En effet, les semences commencent durant la période de soudure et la main d'œuvre est donc nécessaire dans les champs.
- 56 % des personnes interrogées jugent la **proximité** de manière positive (cela permet de consacrer plus de temps aux activités champêtres, rémunératrices et à

la famille) ; 44 % citent l'**accessibilité** comme un avantage clef (les greniers de sécurité alimentaire sont ouverts à tous) ; 41 % apprécient particulièrement la **disponibilité** (les greniers de sécurité alimentaire ont des céréales durant la période de soudure alors que les marchés locaux n'en ont pas forcément).

- 32 % des personnes interrogées considèrent les « **prix sociaux** » positifs en tant qu'avantage clef offrant un accès aux plus vulnérables (et de meilleurs prix pour tous lorsque les prix de marché en période de soudure sont excessifs). Les **mesures de soutien spéciales** mises en place pour les familles les plus vulnérables (en particulier la distribution gratuite de céréales) sont estimées être un avantage clef par 15 % des personnes interrogées, avec 10 % considérant les **ventes à crédit** pour les plus vulnérables et 5 % les **ventes au détail** des outils positifs pour aider la communauté.
- 5 % ont mentionné **la réduction des accidents de la route** (la proximité impliquant une réduction des déplacements) comme un autre avantage lié aux greniers de sécurité alimentaire. 5 % ont aussi estimé que les greniers de sécurité alimentaire participaient à **la cohésion sociale** (création d'un espace communautaire, propriétés et biens communs, réductions des tensions et des conflits). 3 % mettent en valeur **les opportunités de formation** permises par les greniers de sécurité alimentaire (pratiques agricoles, questions de santé et famille). Enfin, 2 % ont mentionné **la confiance en soi et la plus grande sensibilité**.

Domaines à améliorer

Les personnes interrogées ont identifié certains défauts majeurs et ont fourni une série de recommandations qui pourraient permettre d'améliorer l'actuel service fourni par les greniers de sécurité alimentaire.

Défauts :

- 31 % ont noté la capacité limitée du grenier de sécurité alimentaire
- 22 % ont souligné le manque de crédits et de fonds appropriés
- 20 % ont cité le mauvais état des routes comme obstacle
- 10 % ont mis en valeur le manque de stock suffisant pour couvrir toute la saison
- 7 % ont affirmé que les ravitaillements venant de la réserve centrale étaient insuffisants
- 6 % ont mentionné des difficultés de transport (infrastructure et coûts élevés)
- 5 % ont souligné que les entrepôts étaient inappropriés
- 5 % ont noté le mauvais état des entrepôts locaux
- 5 % ont constaté une inflation faisant varier les prix

*N.B: 36 % des personnes ont considéré qu'il n'y avait pas de défaut méritant d'être mentionné.

Recommandations :

- 49 % des personnes interrogées se sont exprimés pour une extension des capacités du grenier de sécurité alimentaire
- 29 % pour une amélioration du réseau routier
- 25 % pour un renforcement de l'infrastructure et de l'équipement des greniers de

sécurité alimentaire

- 22 % pour un développement de la formation et de l'autonomisation
- 14 % pour un plus grand soutien gouvernemental
- 14 % pour une augmentation des finances
- 7 % pour la mise en place de crédits
- 5 % pour plus de dons céréaliers
- 5 % pour d'autres greniers de sécurité alimentaire
- 5 % pour une plus forte rotation des ressources
- 5 % pour de meilleurs équipements agricoles
- 5 % pour une amélioration de la gestion de la réserve centrale
- 3 % pour un appui plus important de la part de l'AAAE
- 2 % pour promouvoir plus de synergies entre les membres
- 2 % pour ajouter les dons de graines aux activités des greniers de sécurité alimentaire
- 2 % pour la construction de puits maraîchers adjacents aux greniers de sécurité alimentaire

PERSPECTIVES DE GESTION POUR LES GRENIERS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Des entrevues et des questionnaires de groupe ont été passés à six comités de gestion (COGES). Au total, dix-huit membres des comités de gestion ont répondu aux questionnaires (soit trois membres par COGES) au sein des six communautés concernées par cette étude. Les questions étaient centrées sur les défis rencontrés par les greniers de sécurité alimentaire, sur les principales raisons de leur échec ainsi que, quand c'est possible, sur les actions requises de la part de l'État afin d'améliorer leur performance.

Les défis majeurs

Les comités de gestion ont identifié les défis majeurs suivants :

- 3/6 des comités de gestion ont mentionné **l'insuffisance des fonds** comme raison majeure de la limitation de leur travail quotidien. 2/6 regrettaient **un manque d'accès au crédit** empêchant les greniers de sécurité alimentaire d'atteindre de meilleures performances ainsi que d'étendre les activités et les services qu'ils proposent.
- 2/6 des comités de gestion ont noté que **le manque de formation et de capacité** de ses membres était un important frein à la performance et la durabilité du grenier de sécurité alimentaire. 1/6 ont cité **la faible qualité de la gestion** (en particulier l'absence de réel mécanisme de contrôle) comme étant un autre facteur négatif.
- Plusieurs obstacles liés aux infrastructures ont été avancés par les membres des COGES. 1/6 ont mentionné le **mauvais état des routes**, 2/6 que **les entrepôts étaient inappropriés**, 2/6 **les capacités limitées**, et enfin 1/6 les **frais de transport**.
- 1/6 des comités de gestion a décrit les **tensions entre les COGES et les communautés** (désaccords, attentes insatisfaites, etc.) comme un problème réduisant les performances du grenier de sécurité alimentaire.
- Pour terminer, 1/6 des comités de gestion a aussi rapporté l'inadéquation des céréales distribuées par la réserve centrale aux besoins locaux.

Principales raisons d'échec

Parmi les principales raisons de l'échec passé des greniers de sécurité alimentaire ont été soulignées :

- Les mauvaises méthodes de gestion
- Le manque de fond nécessaire
- La mauvaise communication entre les COGES et les membres
- Les tensions entre les COGES et les communautés
- Les défauts de crédits

Suggestions de domaines d'action pour des aides de l'État

Les actions concrètes suivantes pouvant améliorer le soutien de l'État aux greniers de sécurité alimentaire ont été suggérées :

- Des dons céréaliers
- Une assistance technique et financière
- Un appui aux initiatives des conseils locaux et des communautés
- Une amélioration des infrastructures des greniers de sécurité alimentaire
- Un meilleur réseau routier
- La mise en place de microcrédits
- La distribution de matériels et d'outils agricoles

CONCLUSIONS

Les résultats de cette étude confirment la participation positive des greniers de sécurité alimentaire aux stratégies de sécurité alimentaire, bien que les limitations et les défauts décrits par les personnes interrogées soulignent la complexité des défis auxquels ils font face. Mis à part les obstacles inhérents du risque prix et des facteurs climatiques, les réponses révèlent de nombreuses difficultés liées aux méthodes de gestion, aux fonds et aux infrastructures qui ne peuvent pas être dépassées par les organisations communautaires locales telles l'AAAE sans aide.

Afin de répondre à ces problèmes, il est nécessaire que l'État comme les donateurs agissent. Les politiques en faveur des greniers de sécurité alimentaire devraient donc chercher à créer un environnement propice permettant à ceux-ci de recevoir le soutien nécessaire pour atteindre leur réel potentiel.

© Oxfam International juillet 2013

Cette étude de cas a été rédigée par Itziar Gómez Carrasco avec le soutien financier de la Junta de Andalucía (Espagne). Oxfam remercie Alidou Guèteba Sawadogo, Beatriz Hernández Martín et Fabien Rymland pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire sur les problématiques abordées dans ce document, veuillez contacter igomez@intermonoxfam.org par courriel.

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-368-1 juillet 2013. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 94 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.



Agencia Andaluza de
Cooperación Internacional para el Desarrollo
CONSEJERÍA DE ADMINISTRACIÓN
LOCAL Y RELACIONES INSTITUCIONALES

www.oxfam.org

CULTIVONS
LA TERRE. LA VIE. LE MONDE.

